BUREAUX
ROUBAIX. — 69-71, Grande-Rue. Tél. 397.52.
TOURCOING. — 23, rue Carnot. Tél. 457.
LILLE. — 11, rue Faidherbe Tél. 539.51.
PARIS. — 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 77.94.
MOUSCRON. — 105, rue de la Station : Tél. 1001.
ANCIENS DIRECTEURS :
Jean Reboux
Alfred Reboux
Madame Alfred Reboux

89me Année. — N° 81. UN FRANC MERCREDI 22 MARS 1944.

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

ABONNEMENTS
Nord et départements limitrophes :
3 mois ..... 85 fr.
6 mois ..... 160 fr.
1 an ..... 305 fr.
Autres départements et colonies :
3 mois ..... 95 fr.
6 mois ..... 180 fr.
1 an ..... 336 fr.
Compte chèques postaux : Lille 97

LA VIOLENCE DES ASSAUTS SOVIETIQUES AUGMENTE PRES DE KOVEL

Échec de l'attaque d'un convoi par des vedettes britanniques

La côte anglaise sous le feu des batteries allemandes à longue portée

QUARTIER GÉNÉRAL DU FÜHRER, 21 MARS. — *Le haut commandement des forces armées communique :*

Au nord-est de Nikolaïev, de faibles attaques ennemies sont restées infructueuses.

Sur le Bug ukrainien inférieur, des têtes de pont soviétiques ont été nettoyées en contre-attaques ou ont diminué d'étendue.

Dans l'espace d'irruption entre le Bug moyen et le Dniester, il n'y a eu de violents combats, qui durent encore, que près de Jmerinka.

Notre aviation a infligé, à l'aide de formations puissantes d'avions de combat et de bataille, des pertes élevées en hommes et en matériel aux bolchevistes avançant vers le Dniester.

Entre Proskurov et Tarnopol, nos contre-attaques ont pénétré dans les positions ennemies. Les forces soviétiques ont été battues et une brèche du front colmatée.

Dans la région de Kremenets et près de Kovel, la violence des attaques ennemies a augmenté. Après de durs combats aux alternatives diverses, 18 chars ennemis ont été détruits ou capturés et un groupe ennemi, qui avait pénétré dans Kowel, a été anéanti.

Au sud du Pripet, les attaques répétées des bolchevistes entre Styr et Goryn ont échoué. Sur les autres parties du front, on ne mentionne qu'une activité de combat locale.

Sur la tête de pont de Nettuno, on ne mentionne qu'une vive activité de troupes de reconnaissance et de choc.

Dans la ville de Cassino, toutes les attaques ennemies, appuyées par de puissantes formations de chars, ont de nouveau échoué sous le feu des vaillants défenseurs.

Au nord-ouest de la ville, un groupe de combat ennemi a été encerclé. Les pertes de l'ennemi sont de beaucoup supérieures aux nôtres.

Le 20 mars, vers midi, des formations de bombardiers américains, protégées par de nombreux chasseurs, ont pénétré dans le sud-ouest de l'Allemagne et ont effectué des attaques terroristes sur Mannheim, Ludwigshafen, ainsi que sur les faubourgs de Francfort-sur-le-Main. Lors de cette incursion, ainsi qu'au cours des raids au-dessus des territoires occupés de l'ouest et sur le front italien, 24 appareils ennemis ont été détruits.

Quelques avions ennemis ont entrepris des vols de harcèlement sur le territoire de la Ruhr, ainsi qu'au-dessus du Sud de l'Allemagne.

Des forces de protection d'un convoi allemand ont repoussé, dans la Manche, une attaque de vedettes rapides britanniques, incendié une de celles-ci et endommagé sérieusement une autre que l'on peut escompter sa perte. Ainsi, la formation commandée par le lieutenant de vaisseau Behrens a coulé, en quelques jours, cinq vedettes rapides ennemies et en a gravement endommagé deux autres.

Des batteries à longue portée de la marine de guerre et ont bombardé, la nuit dernière, la côte anglaise et des navires ennemis dans la zone maritime de Douvres.

Berlin, 21 mars. — M. Martin Hallesleben, correspondant militaire du D.N.B., estime que dans la partie sud du front de l'Est, s'est terminée une phase des mouvements de décrochage des troupes allemandes.

Il écrit : Les opérations de repli semblent provisoirement arrêtées. Quoi qu'il en soit, les opérations menées sur le cours inférieur du Boug, sont entrées dans une nouvelle phase reconnaissable au fait que les Allemands s'accrochent de nouveau au terrain malgré les efforts des Soviets.

Les troupes du Reich ont maîtrisé les situations les plus critiques au point que, menacées par les forces avancées ennemies, elles sont toujours parvenues à appliquer le principe directeur de leur stratégie, à savoir l'usure de la force combative soviétique. Avec de lourdes pertes pour l'adversaire, les mouvements de décrochage, soutenus par des contre-attaques lancées sur les flancs ennemis, se sont accomplis avec la régularité d'une horloge.

Les Allemands ont occupé leurs nouvelles positions défensives avec armes et bagages. C'est là un exploit d'autant plus remarquable que les circonstances atmosphériques et géographiques contribuaient de sérieux obstacles au transférement du matériel de guerre lourd.

Dans le secteur du Boug moyen jusqu'au cours supérieur de ce fleuve les opérations allemandes sont encore en plein développement. La brèche étroite pratiquée par les Soviets entre le Boug et le Dniester mérite de retenir l'attention, étant donné que le commandement ennemi met tout en œuvre pour l'élargir.

Il est surprenant de voir avec quelle force les Allemands se jettent dans la bataille bien qu'ils ne semblent pas avoir pour but de disputer absolument ce secteur à l'ennemi.

Là aussi, on voit une application très nette de la stratégie allemande : en aucun point du front les troupes du Reich ne veulent permettre aux Soviets de pénétrer dans leurs lignes et ne leur laissent aucun répit. Ce qu'elles visent, au contraire, c'est dégager le plus possible l'adversaire à jeter un maximum de troupes dans la bataille. Cela est visible dans la région située entre Proskourov et Tarnopol où les Allemands font preuve d'une grande activité offensive.

De Tarnopol, le front allemand s'incurve vers le nord jusqu'à Kovel, où il s'infléchit de nouveau vers l'Est.

Dans la région de Kremenetz et près de Kovel, la poussée soviétique qui cherche à gagner du terrain en direction du Gouvernement général, se montre très vive. Mais toutes ces tentatives ont échoué jusqu'ici avec des pertes extrêmement lourdes pour les Soviets. L'impression d'ensemble qui se dégage de la situation sur le front de l'Est est que l'activité de combat s'est passagèrement ralentie.

Une zone côtière interdite en Angleterre

Stockholm, 21 mars. — A dater du 1er avril la circulation sera interdite sur un territoire qui forme une zone côtière d'environ 450 km. de longueur sur 16 km. de profondeur et qui s'étend du Wash, large baie située sur la côte sud-est de l'Angleterre, jusqu'au Firth of Forth, en Ecosse.

Toute personne dont la résidence habituelle n'est pas dans cette zone ne pourra y pénétrer. En outre, il est interdit aux habitants de cette zone d'utiliser des jumelles.

Les obsèques du général de Castelnau

Toulouse, 21 mars. — Les obsèques du général de Castelnau ont été célébrées à Montastruc-la-Conseillère, en présence du général Brécard, grand chancelier de la Légion d'honneur, représentant le Maréchal ; de M. Xavier Vallat, ancien commissaire général, représentant le chef du gouvernement, et de nombreuses personnalités.

UN MESSAGE DU MARÉCHAL à la Légion française des combattants

« Réalisez entre vous l'unité spirituelle combattante... préfiguration et promesse de l'unité spirituelle française... »

Vichy, 21 mars. — Les chefs départementaux de la Légion française des combattants ont tenu, du 17 au 20 mars, au Mont-Dore, une réunion extraordinaire, à l'issue de laquelle le Maréchal a adressé un message dont voici l'essentiel :

« Je vous ai parlé, dans mon message du 2 février, de l'aspect social de votre mission. J'ai reconnu la grandeur et la ténacité de vos efforts. J'ai noté avec satisfaction l'importance des résultats que vous avez obtenus. Mais l'activité sociale ne suffit pas seule à faire vivre une nation. Il faut à la base une doctrine pour orienter les énergies. C'est pourquoi je souligne aujourd'hui le deuxième aspect de la mission que **je vous ai donnée : diffuser dans le pays la doctrine française** incluse dans mes messages.

» La doctrine dont doit s'inspirer la nation a une valeur permanente. L'esprit combattant conserve, lui aussi, une permanente valeur française.

» Combattants de l'une ou de l'autre guerre, vous êtes donc qualifiés pour faire connaître au pays la doctrine par laquelle la France, demain, pourra se relever, vous avez les cadres qui aideront à ce redressement. Dans ce domaine comme dans celui de l'action sociale, vous avez fait de bon travail.

» Là aussi, je vous dis : continuez vos efforts. Intensifiez-les. Ne vous découragez jamais. Suivez-moi. Vous serez pour l'avenir. Le grain germera un jour. Peut-être ne serez-vous plus là pour voir mûrir la moisson. Mais la France y sera puisque, grâce à vous, elle aura continué de vivre.

» Légionnaires, dites-vous que, pour que vos efforts soient vraiment féconds, il faut qu'ils s'accomplissent dans un climat d'amitié nationale et donc d'unité française.

» Aussi à vous mes combattants — tous les combattants : ceux de 1914-18, ceux de 1939-40 et mes chers prisonniers — je donne une consigne simple et formelle : réalisez d'abord entre vous l'unité spirituelle combattante. Car l'unité spirituelle combattante sera la préfiguration et la promesse de l'unité spirituelle française par quoi se refera la France. »

Le prix Goncourt à M. Marius Grout

L'Académie Goncourt vient de décerner par correspondance son prix de l'année 1943, au livre de M. Marius Grout : « Passage de l'homme » (Nouvelle Revue française, éditeur) 5 voix sur 9.

Ont obtenu chacun une voix, les livres suivants : « Elisa », de Mme Albine Legrix ; « Le Cheval blanc », de Mme Elsa Triolet ; « Nana le berger », de M. Thyde Monnier ; « Causeries », de M. Philippe Henriot.

Lorsque l'Académie Goncourt pourra se réunir, elle procédera à l'élection du successeur de M. Pierre Champion.

L'ARMÉE DU CRIME

La découverte à Lyon d'un des quartiers généraux du terrorisme contribuera, souhaitons-le, à éclairer nos compatriotes sur la personnalité véritable des individus qui se sont placés à la tête des organisations de « résistance » et sur les objectifs qu'ils visent.

Le chef de l'entreprise lyonnaise se donnait à tous ses collaborateurs comme un gaulliste anti-communiste : il appartenait, en fait, au parti de Moscou, tout comme son adjoint. Ses principaux lieutenants étaient espagnols, hongrois et polonais. Ils étaient issus de cette pègre que nous accueillons si facilement chez nous jusqu'en 1940 pour pallier notre insuffisance de natalité.

Les armes dont disposaient ces « patriotes » n'étaient pas toutes venues d'Angleterre par la voie des airs, il en existait aussi qui avaient appartenu à la 95e brigade rouge internationale, et qui avaient déjà été utilisées au cours de la sanglante guerre civile qui dévasta l'Espagne.

— Mais, direz-vous, tous ces hommes luttaient contre l'Allemagne. Ils s'attaquaient à son armée, là où elle se trouve... »

Laissons répondre les chiffres :

Sur 3.241 attentats commis en France, je dis bien 3.241, dans le courant de février par des terroristes contre des personnes et des installations, 78 seulement ont été dirigées contre les troupes d'occupation. Les 3.163 autres visaient des existences françaises, des intérêts français !

Il serait difficile de travestir le caractère sauvage et sauvage de ces crimes, qui ne comportaient pas seulement le meurtre et la torture, mais aussi et surtout le vol, le pillage, l'incendie et dont de malheureux enfants, de vénérables vieillards, des femmes inoffensives étaient aussi bien les victimes que des défenseurs de l'ordre, policiers ou miliciens, ainsi que de vulgaires « collaborateurs. »

Derrière l'alibi patriotique, destiné à encourager certaines complicités et à susciter certaines sympathies, s'étaient le banditisme et les prodromes de la révolution bolcheviste.

Vous êtes surpris ! Quel souci véritable voudriez-vous donc que des métèques, vomis le plus souvent par leur patrie d'origine, aient de notre libération ?...

Evidemment, cette écume de l'Europe ne peuple pas tout le maquis. Au-dessous d'elle se placent de jeunes Français, dont les uns, nantis d'un cœur viril mais de peu de jugeote, ont sincèrement cru servir leur patrie et dont les autres ont seulement voulu se soustraire au service du travail obligatoire pour des raisons plus ou moins avouables et sans gloire. Ceux-là ne pensaient pas, en vivant en marge de la société, devenir un jour des criminels de droit commun. Ils avaient compté sans leurs meneurs.

L'un d'eux, nous apprenait récemment M. Philippe Henriot, le nommé Carcas, dit Testart, un des chefs des « Francs-tireurs et partisans », proposait dès le 31 janvier 1943 « que tout homme recruté en dehors du parti fût mis obligatoirement en demeure de tuer un élément qui lui serait indiqué, et cela dans la semaine de son adhésion. »

« Ce baptême du feu, ajoutait-il, sera pour nous le meilleur répondant pour tenir la langue de ceux qui nous quitteraient, et il sera l'indication immédiate que nous avons un combattant, un homme venant pour l'action, et non un membre honoraire. »

Les criminels, on le voit, ne songeaient qu'à transformer notre jeunesse en un instrument des Soviets. Avec l'aide des réfractaires, il s'agissait pour eux de préparer la bolchevisation du pays. Tous les Français épris d'ordre peuvent se féliciter de l'action énergique de Joseph Darnand qui, avant peu, aura mis définitivement fin à cette redoutable menace.

ROLAND TULLIEZ.

(Pht. Sado)

Au ministère du travail, M. BICHELONNE *a passé ses pouvoirs à* M. MARCEL DÉAT; *entre eux,* M. CHASSEIGNE.

Après le refus de la Finlande de céder aux exigences soviétiques

Les événements ont prouvé que l'U.R.S.S. n'était pas disposée à aplanir la voie pouvant conduire à la paix

Helsinki, 21 mars. — On sait que le bureau d'informations de l'Etat finlandais a publié un communiqué officiel dans lequel les conditions d'armistice soviétiques sont qualifiées d'inacceptables.

« Le gouvernement finlandais, dit ce document, avait pu communiquer le 29 février au Parlement les conditions d'armistice que le conseiller d'Etat Passikivi avait reçues de l'ambassadeur soviétique à Stockholm et qui ont déjà été publiées antérieurement. Le gouvernement finlandais n'avait pas écarté la possibilité de nouvelles négociations. C'est pourquoi il avait proposé au Parlement de poursuivre les pourparlers. La majorité a approuvé l'attitude du gouvernement. On avait donc annoncé au gouvernement soviétique que les conditions d'armistice avaient été soigneusement examinées et on lui avait proposé que la possibilité fût accordée au gouvernement finlandais d'exprimer sa propre opinion sur toutes les questions.

Cependant, le gouvernement soviétique a qualifié la réponse du gouvernement finlandais de complètement insuffisante. Dans sa réponse, il a dit que les conditions d'armistice transmises devaient être considérées comme des conditions minima et définitives et que de n'est qu'après leur acceptation qu'il serait possible de négocier au sujet de la cessation des hostilités. En outre, il exigeait une réponse positive dans un délai déterminé.

Sur ce, le premier ministre Linkomies a constaté, dans la séance secrète du Parlement du 14 mars, au cours de laquelle il a communiqué la proposition finlandaise, ainsi que la réponse de Moscou, que, dans ces conditions, il n'y avait qu'à répondre négativement aux exigences des Soviets. Dans sa réponse à l'Union soviétique, le gouvernement finlandais a de nouveau déclaré qu'il aurait été nécessaire pour le Parlement finlandais d'être plus amplement informé sur l'interprétation formelle des différents points ainsi que sur le contenu réel des conditions.

Malgré tous ses efforts pour rétablir des relations pacifiques, le gouvernement n'a pas estimé possible d'accepter préalablement des conditions de nature à influencer profondément l'existence du pays, sans même posséder aucune certitude sur leur contenu et sur leur interprétation.

La Finlande et l'étranger savent à présent à quoi s'en tenir

Toute la presse finlandaise publie en première page ce communiqué. Le « Helsingin Sanomat » est net que ce document constitue une base indiscutable pour l'examen objectif de la question de la paix aussi bien en Finlande qu'à l'étranger. Il ajoute que le communiqué est loin de contenir toutes les péripéties des échanges de vues entre le Parlement et le gouvernement, mais il est certain que l'opinion finlandaise est unanime à exiger avec le gouvernement des garanties sérieuses quant à la portée des conditions soviétiques.

L. « Uusi Suomi » souligne que l'attitude finlandaise a été conciliante, contrastant avec l'intransigeance du Kremlin. Il était impossible pour la Finlande « d'accepter des conditions qui avaient l'allure d'un ultimatum ». Les événements ont prouvé que l'Union soviétique n'était pas le moins du monde disposée à aplanir la voie pouvant conduire à la paix. Le peuple finlandais est résolu à accepter toutes les épreuves futures, confiant dans la justice de sa cause ; uni sur un front inébranlable, il est décidé à continuer la lutte pour la défense de son droit et de sa vie.

Le « Karjal » constate qu'en acceptant les conditions soviétiques, la Finlande eût choisi le suicide. Ce journal souligne que le destin de la Finlande est lié à la crise générale. « S'il faut que la lutte continue, chaque Finlandais saura qu'il n'y avait pas d'autre issue. L'esprit héroïque de la campagne d'hiver doit revivre. Il nous faut regarder en face la dure réalité ; la seule conclusion que nous puissions tirer est qu'il nous faut fuir toute hésitation. L'offensive de paix qui a suscité en Finlande et à l'étranger une nervosité inutile, si elle a échoué, n'en a pas moins eu cet avantage d'avoir nettement posé le problème et éclairci la situation. »

Avertissement pour ceux qui attendent de l'aide des Anglo-Américains

Berlin, 21 mars. — L'écho que l'interview du Führer a trouvé dans la presse britannique, est abondamment commenté par les journaux berlinois.

Ceux-ci signalent que la constatation du Führer que les garanties anglaises et américaines serait une « utopie » est confirmée par les journaux anglais. Le « Voelkischer Beobachter » souligne que le « Manchester Guardian » s'est vu forcé de reconnaître que l'Union soviétique profiterait des conditions posées pour assujettir à la longue la Finlande. Et il fait remarquer que l'Angleterre et les Etats-Unis ont pressé la Finlande de se livrer aveuglément à Moscou quoi qu'ils sussent parfaitement le sort qui l'attendait. Le « Manchester Guardian » a parfaitement raison en disant que ni les Britanniques, ni les Yankees, n'ont pensé à donner des garanties quelconques pour la réalisation de cette promesse. Ainsi que l'a dit le Führer, il n'y a pour la Finlande qu'une seule garantie, celle de sa propre force et le soutien d'une Europe forte et unie qui sortira de cette guerre.

La « Deutsche Allgemeine Zeitung » écrit que la communication officielle du gouvernement finlandais fortifie l'opinion que toute la guerre des nerfs britannico-américano-soviétique contre la Finlande n'est pas autre chose qu'une manœuvre de propagande juive. Après l'exemple de la Pologne, le sort de la Finlande est un avertissement à tous les peuples, surtout ceux de l'Est, de la Finlande à la mer Noire. La menace bolchéviste pour ces peuples est plus évidente que jamais. Il faut aussi reconnaître que l'espoir de beaucoup d'Européens dans l'aide anglo-américaine contre l'assaut bolcheviste est illusoire.

Le régime de l'assurance maladie applicable en France aux familles des travailleurs français en Allemagne

A l'encontre de la loi allemande plus large, la loi française ne reconnaît comme faisant partie de la famille que la femme et les enfants à charge de moins de 16 ans. C'est donc eux qui bénéficieront des avantages spéciaux que nous allons exposer ci-après. En dehors de ces avantages, la famille a droit aux prestations normales des assurances sociales suivant les lois françaises.

Selon le règlement français, la famille devra acheter les médicaments dont elle a besoin, mais d'après les accords passés avec les caisses allemandes, la caisse départementale remboursera 70 % du prix, soit à ses guichets, soit rapidement par mandat-poste.

Pour la famille aussi, toute rechute est considérée comme nouvelle maladie.

La loi française ne prévoyant pas de pension pour les veuves des travailleurs morts de maladie, il est malheureusement impossible de payer la rente dont bénéficient les veuves allemandes. Mais quand un travailleur meurt de maladie dans le Reich, la caisse allemande verse une somme égale à 20 jours de salaire de base. Cet argent étant consacré en grande partie aux obsèques, la caisse départementale en France verse à son tour une somme égale à la veuve.

Pour avoir droit à ces soins, il suffit de retirer à la caisse départementale, sur présentation d'une justification, une feuille trimestrielle qui restera aux mains du médecin traitant. Une feuille de salaire, la carte familiale des travailleurs en Allemagne, suffisent à cet effet.

Sur ordonnance du médecin traitant, un deuxième feuillet pour consulter un spécialiste peut être retiré dans les mêmes conditions à la caisse départementale. Le changement du médecin traitant peut se faire lors du renouvellement de la feuille trimestrielle.

En application des dispositions concernant l'attribution, à titre civil, de la mention « Mort pour la France », les Français travaillant en Allemagne dont la mort a été provoquée par des explosions de projectiles, éboulements ou tous autres accidents pouvant se rattacher aux événements de guerre, rentrent dans les catégories prévues par l'article 10 de la loi des finances du 31 décembre 1939, c'est-à-dire que leur succession est exonérée de droit.

Les gares de Paris pourront loger et nourrir les voyageurs des trains de nuit

Paris, 21 mars. — En raison de l'arrêt du métro vers 23 h., les dispositions suivantes ont été prises dans les gares de Paris :

Mise en place de voitures pour voyageurs devant passer la nuit dans les gares et mise à leur disposition de locaux chauffés ; ouverture des buffets toute la nuit ; installation de centres d'accueil et de ravitaillement par les soins du « Secours national » et de la « Croix-Rouge ».

LES JAPONAIS MARCHENT SUR IMPHAL, grande base en territoire hindou

Tokio 21 mars. — Des forces japonaises en étroite collaboration avec des unités de l'armée nationale hindoue, ont franchi, le 15 mars, le fleuve Chindwin, près de Homabin et se dirigent actuellement vers la frontière birmano-hindoue, et l'importante base ennemie d'Imphal. Il s'agit surtout d'une grande base aérienne qui, depuis l'automne dernier, a été constamment attaquée par l'aviation japonaise.

L'état-major d'une division anglaise s'échappe à la nage

La petite ville frontalière de Taungson, dans la région de Fort White a été occupée par les Japonais. L'ennemi a tenté en vain de défendre Taungson et les positions fortifiées qu'il avait aménagées à quelques kilomètres. Les débris de la 17e division ennemie ont dû se replier avec de lourdes pertes au delà du fleuve Manipur où ils cherchent à décrocher.

Le commandant de la division et les membres de son état-major ont pu gagner la rive occidentale à la nage. De nombreux prisonniers sont tombés aux mains des Japonais.

Un appel à la lutte de Chandrah Bose au peuple hindou

Tokio, 21 mars. — Le commandant en chef de l'armée nationale hindoue, Subhas Chandra Bose, a invité le peuple hindou à se mettre inconditionnellement au service de la lutte d'affranchissement qui vient de commencer à la frontière est de l'Inde.

PUCHEU a été sacrifié aux communistes

« Son jugement est un acte politique et non judiciaire », écrit le « Sunday Times »

Commentant l'exécution de M. Pucheu, les milieux politiques vichyssois soulignent que même en Angleterre, on ne se fait pas d'illusions sur la véritable portée du procès Pucheu. Le rôle des communistes y est à tel point flagrant que le grand journal anglais « Sunday Times » manifeste une certaine appréhension sur le sort de la France après la guerre. Sous le titre : « La France évitera-t-elle la guerre civile après la guerre mondiale », le journal anglais voit dans le procès Pucheu les prémices d'une révolution sanglante pour notre pays.

« Affirmer, écrit-il, que tous ceux qui ont participé à la politique de Vichy doivent être fusillés ou pendus ramènera dans la politique française la perspective d'un massacre sur une grandissime échelle.

» La condamnation de Pucheu fut imposée par les communistes et de l'aveu même du « Sunday Times » « l'accusation n'apporta aucune preuve des vilenies de l'accusé, la défense les dénia, la cour ne les trouva pas vérifiées et les débats révélèrent que Pucheu fut l'objet d'une vendetta spéciale. Son jugement est un acte politique et non judiciaire. »

Le procès dépasse singulièrement le cas particulier de l'ancien ministre qui crut pouvoir jouer sur deux tableaux. Il démontre la toute-puissance du parti communiste chez les dissidents et ne peut qu'être le prélude à d'autres vengeances politiques. « Le sang appelle le sang » », s'est écrit Pucheu. Ces paroles, que le « Sunday Times » qualifie de remarquables, prennent le sens tragique d'un prophétie à leurs fins, de Gaulle ayant été impulsant à leur arracher leur victime. »

Procès inopportun

Berne, 21 mars. — Aussi bien en Angleterre qu'en Amérique on pense qu'il serait mieux valu empêcher les procès de ce genre pendant la guerre.

A Londres, le jugement d'Alger est ressenti comme un procès politique. On regrette, en conséquence, qu'il ait été engagé.

Les communistes s'imposent en maîtres à l'assemblée consultative

Madrid, 21 mars. — L'atmosphère communiste à Alger est décrite comme suit par le correspondant de l'« A. B. C. » :

« Dans la grande salle de l'assemblée consultative d'Alger, les communistes se tiennent en rangs serrés du côté gauche. »

Lors de la première séance, de Gaulle a annoncé pour la première fois la fondation d'une « Quatrième République française », aussitôt que « la patrie sera libérée ». Il a porté « successivement aux nues Churchill, Roosevelt et Staline. A aucun endroit de son discours, il n'a récolté autant d'applaudissements que lorsqu'il a fait l'éloge des Soviets.

Le désir de de Gaulle de faire entrer dans un trois communistes dans le cabinet d'Alger a été gravement déçu par le discours du chef communiste Billoux, qui a manifesté l'intention de son parti de faire une politique libre et indépendante, sans partager la responsabilité avec le gouvernement. Les communistes se comportent comme les seuls chefs et, en pleine séance, se plongent dans la lecture des journaux du parti pour manifester leur indifférence.

L'Espagne s'inquiète

Vichy, 21 mars. — Le journal « Moniteur » constate l'influence croissante des communistes dans le Comité d'Alger et l'extension de leur propagande fait craindre à l'Espagne que cette vague ne se propage aux possessions espagnoles de l'Afrique du Nord.

Appel sous les drapeaux

Tanger, 21 mars. — Les réservistes français des armées de terre, de mer et de l'air, des classes 1924 et 1925 qui résident en Afrique du Nord et en Corse seront appelés sous les drapeaux le 30 avril.

Deux villages envahis par la lave du Vésuve qui dévale à la vitesse de quatre mètres à la minute

Amsterdam, 21 mars. — Les coulées de lave du Vésuve sont de plus en plus abondantes.

Fuyant les matières en fusion, les réfugiés affluent vers Naples. La principale coulée avance à une vitesse de quatre mètres à la minute.

Dans une dépêche de Naples, le service d'informations britannique annonce que deux villages ont déjà été envahis par la lave. On ne déplore toutefois aucune victime, car ces villages avaient été évacués.

Des examens d'allemand pour les prisonniers et les travailleurs

Des examens sérieux vont sanctionner les connaissances en langue allemande des prisonniers de guerre et des travailleurs français en Allemagne.

Le J.O. publiera aujourd'hui le décret les instituant.

Le banditisme

A Saint-Saulve, un voleur de café accueille les policiers à coups de revolver

A la suite d'un vol de 320 kilos de café chez M. Ravedy à Saint-Saulve, des inspecteurs de la sûreté se sont rendus chez Luci n Cappe, 32 ans, mineur, 9, rue Duchesnois. A leur arrivée, un individu tira sur eux plusieurs coups de revolver, sans les atteindre, puis blessé par eux, s'enfuit sur une bicyclette « empruntée » sous la menace de son arme.

La perquisition fit découvrir un revolver et les 320 kilos de café. Cappe, qui était accompagné de Maurice Rémy, 28 ans, né à Paris et porteur d'une fausse carte d'identité, a reconnu le vol. Tous deux ont été conduits au commissariat central de Valenciennes.

A Waziers, un garde des mines est attaqué pendant sa ronde

Dimanche soir, un garde particulier des mines d'Aniche, a été attaqué par un bandit qui lui jeta un manteau sur les jambes et du sable dans les yeux. Il put tirer sur l'individu qui, sans doute atteint, a réussi à prendre la fuite.

Un prêtre assassiné et une sacristie pillée, en Dordogne

Vichy, 21 mars. — A Saussignac-les-Bergerac, des terroristes communistes ont, à l'aide d'explosifs, fait sauter le porche d'entrée de l'église et ont pillé ensuite la sacristie. Toutes les fenêtres des maisons environnantes ont été brisées par la déflagration.

D'autre part, le curé de Jumilac a été tué par des terroristes alors qu'il se rendait dans un village voisin. Son corps a été retrouvé dans un fossé. Malfortuné ecclésiastique avait été complètement dépouillé.

Trois policiers et un bandit tués à Nice

Un engagement entre les forces du maintien de l'ordre et des terroristes a eu lieu en plein centre de Nice.

Deux gardiens de la paix et un inspecteur de police ont été tués. Un bandit a été tué, deux autres ont été mis hors d'état de nuire. Tous trois sont des étrangers : un Arménien et deux Espagnols.

Un adjoint au maire assassiné

M. Fray, adjoint au maire d'Alfortville, est tombé sous les balles des terroristes.

Quand deux concurrents se penchent sur les puits de pétrole d'Ibn Séoud

Stockholm, 20 mars. — D'après une nouvelle de New-York publiée par le « Iya Dagligt Allehanda », les sociétés pétrolières américaines craindraient une influence britannique prépondérante dans les projets pétroliers si discutés dans le Proche-Orient.

D'après une nouvelle du « Times », les trois grandes sociétés pétrolières américaines auraient sollicité l'aide du gouvernement parce que l'Angleterre se serait assuré l'accord d'Ibn Séoud pour l'obtention du pétrole moyennant des millions de dollars, tandis que les sociétés américaines ne jouissent pas d'un pareil appui de la part de leur gouvernement. Toutefois, annonce le journal, l'Angleterre a déclaré qu'elle a accordé son aide financière à Ibn Séoud pour des motifs étrangers aux plans pétroliers et qu'elle n'a pas l'intention d'entrer en concurrence avec les sociétés étrangères pour l'obtention de concessions pétrolières en Arabie.

— MM. Oyar, premier secrétaire de l'ambassade d'Espagne à Berlin, et sa femme, ont trouvé la mort dans un accident de chemin de fer en France.

— M. Marcel Déat parlera vendredi, à 19 h. 10, à la radiodiffusion nationale, au cours de l'émission de la « Voix du Travail ».

— Mgr Dumond, vicaire apostolique de Nan-Tchang (province du Kiangsi), dans la Chine orientale, est décédé ; il était né à Lyon en 1864.

— Une crise gouvernementale a éclaté au Paraguay. Trois ministres ont démissionné.

INDUSTRIELS AMÉRICAINS

— Quelles nouvelles de la guerre, ce matin ?

— Nous progressons : les bénéfices continuent inlassablement leur progression en avant !

LES RABATTEURS DU DOCTEUR PETIOT ont livré au monstre treize "clients"

Paris, 20 mars. — Le commissaire Massu a poursuivi son enquête sur les trois rabatteurs de l'assassin de la rue Lesueur. Deux d'entre eux, agissant de concert, auraient amené au cabinet de la rue Caumartin, étape initiale du « voyage », onze personnes ; celui qui « travaillait » seul et qui était un client du docteur, en aurait envoyé deux. Il est d'ailleurs vraisemblable que ces treize personnes n'ont pas toutes été assassinées.

Toute l'après-midi le commissaire Massu, accompagné d'un des rabatteurs, a continué ses investigations afin de retrouver un restaurant où certain soir, au cours d'un dîner, une « opération » avait été décidée, c'est-à-dire le passage d'un amateur à la dissidence. Malheureusement, le lieu de la réunion n'a pu être découvert. Il est vraisemblable que les trois rabatteurs seront inculpés.

La toque en daim aurait été vendue à la princesse Coloredo-Mansfeld

D'autre part, Mme Suzanne Talbot, la modiste chez qui avait été acheté le chapeau de daim trouvé rue Lesueur, a déclaré aux enquêteurs que celui-ci devait avoir été vendu en décembre 1939 rue Royale, à la princesse Coloredo-Mansfeld, ancienne propriétaire de l'hôtel et qu'elle en trouvait parfaitement la trace dans les livres sous la désignation suivante : « Chapeau mikado en peau, garni de fantaisie marron ».

Les rendez-vous du posticheur

Les policiers recherchent aussi le rôle exact d'un posticheur.

C'est au domicile de ce dernier que les rendez-vous auraient été donnés par le docteur Petiot aux personnes désirant passer à l'étranger. De là, l'assassin les conduisait à l'hôtel de la rue Lesueur. Bien rarement on recherchait les personnes disparues, car leurs proches pouvaient croire qu'elles avaient réussi dans leur entreprise.

La police savait-elle ce qui se passait rue Lesueur ?

Cependant, la police aurait été avisée par un « client » du monstre de ce qui se passait rue Lesueur. Ce « client », par un hasard extraordinaire, serait sorti indemne de l'aventure. Mais aucune perquisition ne fut effectuée à l'hôtel tragique.

La notaire a son mot à dire

Enfin, mardi soir, le notaire du docteur Petiot a fait parvenir à la police divers documents concernant son client. Il ressort notamment de ceux-ci que l'hôtel de la rue Lesueur a été acheté vide le 30 mai 1941 et non au mois d'août 1942 comme l'avait dit Mme Petiot à l'enquête et que la vente avait été enregistrée au nom de Gérard Petiot, fils du docteur, avec l'autorisation de son père.

Il en fut de même pour l'achat d'autres immeubles, notamment celui du 52, avenue de Neuilly, où Mme Petiot a déclaré avoir passé la nuit du samedi 11 au dimanche 12 mars.

Neuf victimes, plus cinq...

Le docteur Paul a fait savoir qu'il était d'ores et déjà établi que neuf personnes au moins avaient été ensevelies dans la fosse à chaux vive. Il reste encore quelques ossements non identifiés, mais il est possible qu'ils appartiennent aux squelettes reconstitués.

Il a précisé qu'il convient d'ajouter à ce chiffre cinq cadavres déposés, repêchés dans la Seine entre juillet 1942 et juin 1943 et qui, il en est sûr, font partie des victimes du monstre.

Pas d'oral au baccalauréat

Les épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire, pour la session scolaire 1943-1944 comprendront uniquement des épreuves écrites.

Les jeunes filles pourront choisir comme matières facultatives comptant pour l'écrit, soit l'épreuve d'éducation physique, soit l'enseignement d'art ménager.

Les épreuves écrites comprendront quatre sujets dont un d'histoire au choix du candidat.

Pour la seconde partie, une épreuve écrite d'histoire et de géographie est prévue. Elle comportera deux questions au choix du candidat.

(Pht. Graphopress.)

M. JACQUES PERICARD,

dont nous avons annoncé la mort tragique.

CHOU

Les heures sont moroses et il n'est pas indécent de se détendre un peu. C'est ce qu'ont pensé les artistes du Grand-Théâtre de Roubaix qui multiplient ces semaines-ci leurs « excursions » un peu partout dans la région.

Or, voici ce que les plus facétieux de la troupe avaient imaginé.

Ces jours-ci, ils jouaient à Dottignies, les « Vingt-huit jours de Clairette », qui n'ont, évidemment, d'autre prétention que de faire rire.

Vous savez qu'au premier acte, une empoignade met aux prises un chef-pâtissier et un employé du gaz et qu'entre eux se livre le duel classique du chou à la crème dont il se barbouillent mutuellement la face.

Le traiteur de la commune avait préparé, à cette occasion, un splendide chou au dos bombé de blanc et nuancé coquetissant... Mais les farceurs, collègues des deux acteurs qui devaient se battre sur la scène avec ledit chou, ...farcirent cette pâtisserie de moutarde.

On devine la suite. Le vrai pâtissier, auteur du gâteau avait été mis dans le complot, si bien que tout Dottignies le savait et les spectateurs en prenant leurs places se donnaient, à l'avance, de grandes claques sur les cuisses, mis en goût par le plaisir qu'ils allaient prendre.

Quand le fameux soire de la bagarre eut lieu, la salle se tordait déjà, ce qui étonna un peu les protagonistes, car cette hilarité leur paraissait plutôt prématurée...

Enfin, tant pis, allons-y pour la bataille au chou. Et je te flanque le crème à la figure et je t'en empâte la face. Et j'en mange, car il doit être joliment bon...

Je vous laisse à penser les grimaces et les contorsions des malheureux ; l'un d'eux surtout plus gourmand que l'autre en pleurait et n'arrivait plus à reprendre sa respiration tant la moutarde lui montait au nez...

...Quant à l'auditoire, il avait glissé sous les banquettes et l'on n'entendait que le roulement houleux comme une marée, d'un rire formidable dont les murs du petit théâtre tremblaient encore.

L'HOUMEAU.